



Luis M. Valdivieso (à gauche) est conseiller, et Alejandro López-Mejía économiste, au Département Asie et Pacifique du FMI.

améliorer la sécurité, davantage de progrès devront être faits en ce qui concerne la question des réfugiés, le tracé des frontières et le libre accès à l'enclave d'Oecussi par le Timor occidental. Pour favoriser la stabilité politique, la transition poli-

tique qui doit être achevée d'ici la fin de 2001 doit être soutenue par une vaste campagne d'éducation de la population et le développement d'institutions politiques structurées et financées de manière adéquate.

L'orientation de la politique budgétaire est un élément crucial des efforts de stabilisation de la situation macroéconomique au Timor oriental. Bien que l'adoption du dollar E.U. comme monnaie ayant cours légal ait éliminé la possibilité de financement inflationniste du budget, pour assurer la stabilité des finances publiques face à la diminution des dons de l'étranger, le Timor oriental devra prendre des mesures pour accroître les recettes et maintenir un contrôle rigoureux des dépenses. La maîtrise des dépenses pourrait exiger de réduire à la fois la masse salariale et les dépenses en biens et services. Il sera difficile de réduire la masse salariale en raison des distorsions actuelles et du nombre de postes que les nouvelles administrations, y compris l'armée, auront à pourvoir. Pour que la progression des autres dépenses



## Qu'attendre de la gestion macroéconomique dans un Timor oriental indépendant? Le point de vue de Timorais orientaux

*José Ramos Horta et Emilia Pires*

**L**E 30 AOÛT 1999, la population du Timor oriental faisait l'admiration du monde entier en exprimant sa volonté de démocratie. Ce jour-là, plus de 98 % des électeurs enregistrés défiaient toutes les mesures d'intimidation pour se rendre aux urnes dans l'ordre et la paix, votant à une majorité écrasante pour l'indépendance vis-à-vis de l'Indonésie. La discipline, la patience et la dignité qui marquèrent cette journée resteront caractéristiques du Timor oriental quand il sera pleinement indépendant. Dans notre longue lutte pour l'indépendance, nous avons été confrontés à des choix difficiles et parfois douloureux. Nous aurons encore à faire des choix difficiles pour doter notre nouveau pays d'un cadre macroéconomique bien conçu. Le monde verra une fois de plus le Timor oriental opter sans hésiter non pas pour la solution la plus expéditive, mais pour ce qui est bon pour le développement futur de la nation.

Le cabinet de l'Administration transitoire des Nations Unies, composé en majorité de Timorais orientaux, a déjà approuvé des politiques établissant un cadre de stabilité macroéconomique. Nous avons démontré notre adhésion à des principes de gestion budgétaire prudente en instituant un régime fiscal équitable et en réduisant une fonction publique

pléthorique. Le dollar E.U. a été adopté en tant que monnaie officielle pendant la période de transition.

Le Timor oriental continuera de promouvoir ces principes après la transition en démontrant sa volonté d'assurer une situation viable avec la mise en place d'un cadre budgétaire sain reposant sur une monnaie stable et crédible. Aucune mesure en vue d'adopter une monnaie nationale ne sera prise sans que l'on s'assure qu'elle repose sur une assise financière solide et qu'elle a la crédibilité voulue pour être bien accueillie par les marchés financiers internationaux.

Le Timor oriental indépendant sera géré par une administration publique frugale et économe, qui s'attachera à aligner les dépenses globales sur la capacité d'absorption de l'économie. Les sources de recettes intérieures devraient fournir une base solide pour financer le budget de fonctionnement du pays sans qu'il soit besoin de recourir à l'assistance des donateurs. D'ailleurs, malgré la destruction massive des infrastructures et les perturbations des échanges auxquelles le Timor oriental a dû faire face, il est déjà bien parti pour dépasser les 17 milliards de recettes projetées pour l'exercice en cours.

Pour le moyen terme, les exportations projetées de pétrole et de gaz de la mer de Timor (qui sépare l'Australie du nord

puisse être maîtrisée à moyen terme, il faudra que les dépenses à financement bilatéral correspondent aux priorités définies par le gouvernement en matière de dépenses d'équipement et examiner attentivement les implications des dépenses à financement bilatéral pour les dépenses récurrentes à moyen terme (en particulier l'entretien). Cela supposera de mettre en place une procédure institutionnelle pour la signature d'accords bilatéraux.

Enfin, il est nécessaire d'adopter une législation commerciale, un régime de propriété, une législation foncière, un code du travail, des systèmes de règlement et d'arbitrage des conflits, des procédures de faillite et un cadre juridique pour l'investissement étranger. Des mesures doivent aussi être prises pour que le Bureau central des paiements et l'Autorité budgétaire centrale continuent d'opérer selon de solides principes de bonne gouvernance et pour spécifier clairement le mandat des institutions économiques récemment créées afin d'éviter les doubles emplois. **F&D**

*Le présent article s'inspire d'une étude de Luis M. Valdivieso, Toshihide Endo, Luis V. Mendonça, Shamsuddin Tareq et Alejandro López-Mejía, 2000, East Timor: Establishing the Foundations of Sound Macroeconomic Management (Washington: International Monetary Fund), également disponible sur le site du FMI <http://www.imf.org/external/pubs/ft/etimor/index.htm>; et Fonds monétaire international, Département Asie et Pacifique, 2000, "East Timor: Recent Developments and Macroeconomic Assessment," FO/DIS/00/149, 30 novembre, disponible sur le site du FMI <http://www.imf.org/external/np/et/2000/eng/113000.htm>.*

*Bibliographie :*

*Banque mondiale, 1999, Joint Assessment Mission (JAM) background report, disponible sur le site Internet de la Banque mondiale <http://wbln0018.worldbank.org/eap/eap.nsf>.*

*<http://www.easttimor.com> (Ce site, tenu par l'organisation non gouvernementale du Timor oriental Timor Aid, fournit une large gamme d'informations sur le Timor oriental, y compris une liste des règles émises par l'ATNUTO.)*

de l'île de Timor — voir la carte p. 18) sont très prometteuses, et les recettes de cette source pourraient être complétées par des rentrées provenant d'autres projets de prospection de pétrole et de gaz et des concessions qui en résulteront, ainsi que par des recettes d'exportation de marbre et autres minéraux solides. Le Timor oriental a fait preuve de jugement dans l'affectation des recettes provenant de la mer de Timor. De même, il devrait être en mesure de placer, par exemple dans un fonds de dotation, d'éventuelles recettes exceptionnelles provenant d'exportations d'énergie. Ce fonds pourrait jouer un rôle stabilisateur, en préservant le revenu de la vente de ressources qui appartiennent de droit non seulement aux Timorais orientaux d'aujourd'hui, mais aussi à leurs descendants.

Les trois quarts de notre population travaillent dans l'agriculture. Traditionnellement, ces agriculteurs ont eu pour stratégie de limiter les risques au minimum de manière à réduire leur vulnérabilité aux chocs économiques de préférence à une stratégie, plus risquée, de maximisation des revenus. Le Timor oriental après la transition consolidera l'agriculture traditionnelle en utilisant des intrants de technologie rudimentaire pour accroître les rendements. L'accès aux services bancaires et aux microfinancements ruraux renforcera la croissance de la production de ce secteur ainsi que sa capacité à commercialiser les excédents et à forger des liens avec le secteur privé. Une croissance économique durable sera indispensable au développement rural du Timor oriental.

Étant donné que la population du pays est très jeune, il sera crucial d'assurer une croissance durable. Pour y parvenir, le Timor oriental s'attachera à réunir les conditions nécessaires à l'épanouissement du secteur privé. Le Timor oriental indépendant encouragera le développement du secteur privé. À l'instar de son merveilleux climat tropical, il offrira aux investissements un environnement non moins hospitalier, avec une législation appropriée qui protégera les droits de propriété et les contrats, qui établira un code du commerce équitable, qui codifiera les relations du travail et qui limitera au minimum le coût des activités économiques. Les gouvernements précédents nous ont beaucoup appris sur les pratiques qui faussent le marché, comme la collusion, la corrup-



**José Ramos Horta est membre du cabinet (affaires étrangères) de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental. En reconnaissance de ses nombreuses années à la tête du mouvement pour l'indépendance du Timor oriental, le prix Nobel de la paix lui a été décerné en 1996, ainsi qu'à Monseigneur Carlos Ximenes Belo, évêque du Timor oriental.**

**Emilia Pires dirige l'Agence nationale de planification et de développement dans l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental.**

tion et le népotisme. Nous avons affirmé à maintes reprises notre volonté d'en finir avec cet héritage.

Le Timor oriental d'après la transition fera bon accueil aux investissements bien pensés d'entreprises désireuses d'opérer dans un environnement libre d'obstacles artificiels aux échanges. Nous comptons sur toutes les parties prenantes de notre société pour embrasser les valeurs qui ont guidé les Timorais orientaux dans leur combat pour la libération depuis vingt-cinq ans : transparence, respect mutuel et égalité de traitement. Dans un Timor oriental indépendant, les rétributions financières viendront en contrepartie non pas de la race, de la religion, de l'appartenance à tel ou tel parti politique, des relations personnelles ou de l'endroit où l'on vit, mais de l'initiative individuelle et du travail de chacun. **F&D**